



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du **27 DEC. 2022** mettant en demeure la société **PROMOTRAME** de respecter les prescriptions environnementales pour son installation sise **Chemin du Moulin Benoît Prolongé à LONGROY (76260)**

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1 et L. 511-1 ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 portant nomination de M. Pierre-André DURAND, Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 autorisant PROMOTRAME à exploiter une activité de récupération et de traitement de matières métalliques recyclables ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-056 du 9 septembre 2022 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspectrice de l'environnement suite à sa visite du 29 septembre 2022 sur le site de la société PROMOTRAME sis Chemin du Moulin Benoît Prolongé à 76260 LONGROY, et transmis à la société PROMOTRAME par courrier en date du 6 décembre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu l'absence de réponse formulée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT

que la société PROMOTRAME exploite un centre de récupération de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), de métaux et de matières métalliques recyclables soumis au régime de l'autorisation ;

que ces activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 septembre 2008 et l'arrêté ministériel fixant le contenu des registres déchets du 31 mai 2021 ;

que lors de sa visite du 29 septembre 2022 sur le site exploité par la société PROMOTRAME sis Chemin du Moulin Benoît Prolongé à 76260 LONGROY, l'inspection a constaté que la société PROMOTRAME ne respecte pas la fréquence des différentes analyses, ni la complétude des registres de déchets entrants et sortants ;

que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 et de l'arrêté du 31 mai 2021 ;

qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société PROMOTRAME de respecter les dispositions de l'article 3.1.8, 3.1.11.2, 3.1.13 et 4.3 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 et l'article 1 et 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société PROMOTRAME, dont le siège social est situé au Chemin du Moulin Benoît Prolongé à LONGROY (76260), et exploitant une activité de récupération et de traitement de matières métalliques recyclables, est mise en demeure de :

1. **respecter, sous un délai de 2 mois, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008** notamment les articles :
 - **3.1.8. réseaux**, cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant fourni, non pas un schéma des réseaux, mais un plan détaillé afin de savoir exactement où se situe :
 - les secteurs collectés ;
 - les points de branchements ;
 - les regards ;
 - les avaloirs ;
 - les postes de relevage ;
 - les postes de mesures ;
 - les vannes manuelles et automatiques.
 - les dispositifs de traitement (séparateur hydrocarbures, débourbeur-déshuileur...)
 - l'exutoire des eaux collectées
 - **3.1.11.2. eaux pluviales polluées**, cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant justifie du dimensionnement (pentes, capacité, taux d'évaporation, réseau...) de la rétention des eaux d'une pluie décennale ou d'un incendie sur la dalle "aire de stockage et de manutention". Dans le cas où le système existant ne répondrait pas à ces objectifs, une proposition de système de collecte/traitement des eaux pour cette partie sera proposée, avec des délais de mise en œuvre ;
 - **3.1.13. surveillance des rejets**, cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant réalise et envoie le rapport de toutes les analyses de rejet des eaux usées et pluviales avant rejet dans la Bresle ;
 - **4.3. vérification des installations**, cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant lève par un électricien, les non-conformités du rapport de vérification électrique afin de s'assurer de l'absence de risques d'incendie ou d'explosion.
2. **respecter, sous un délai de 1 mois, les prescriptions de l'arrêté du 31 mai 2021**, notamment les articles :
 - **1 registre des déchets entrants ;**
 - **2 registres des déchets sortants.**Ces prescriptions seront réputées respectées si l'exploitant fournit dans un délai de 1 mois les deux registres chronologiques avec les données réglementaires notamment :
 - date d'entrée ou de sortie ;
 - le code et dénomination des déchets ;
 - la quantité en tonne ou en m³ ;
 - l'origine (raison sociale, siret, adresse...)
 - la destination finale (raison sociale, siret, adresse, code de traitement).

Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 -

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4 -

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 -

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de LONGROY pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6 -

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de la commune de LONGROY ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société PROMOTRAME.

Fait à ROUEN, le

27 DEC. 2022

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint



Aurélien DIOUF